

# A

---

## ABRACADABRANTESQUE

Cet adjectif, de forme particulièrement... abracadabrantesque, n'est pas né en politique mais, semble-t-il, en poésie :

Ô flots abracadabrantesques  
Prenez mon cœur, qu'il soit lavé.  
Ithyphalliques et pioupiesques  
Leurs quolibets l'ont dépravé !

Arthur Rimbaud, *Le cœur volé*, 1871

(Dans les trois versions du poème, abracadabrantesque est toujours présent).

D'usage rarissime avant comme après les vers rimbaldiens, peut-être même constitutif d'un hapax, *abracadabrantesque* est une variante de la forme un peu moins ludique *abracadabrant*, elle-même dérivée de *abracadabra*, mot auquel sont prêtés des effets magiques.

Jacques Chirac, alors président de la République, va le sortir de l'oubli le 21 septembre 2000, au cours d'un entretien télévisé, pour qualifier les accusations posthumes de Jean-Claude Méry sur les financements occultes du RPR :

On rapporte une histoire, une histoire abracadabrantesque...

Qualifier ainsi les témoignages accusateurs portés à son encontre revenait à les présenter comme extravagants et donc invraisemblables – avec un succès limité, si l'on prend en considération les différentes « affaires » qui ont terni la réputation de l'ancien président, le seul, au moment de la rédaction de cet ouvrage, à avoir subi les affres d'un procès en correctionnelle, et gentiment surnommé « Supermenteur » dans une émission télévisée satirique. Aussi l'usage tant de *abracadabrant* que de *abracadabrantesque* n'est-il pas toujours très convaincant. C'est sans doute pour cela qu'il semble être resté très rare dans le discours politique.

On signalera cependant au moins une reprise, dans *Le Monde* du 29 septembre 2017. L'ancien PDG d'Alstom, Patrick Kron, accusé par Arnaud Montebourg, ancien ministre socialiste de l'Économie, d'avoir abandonné aux Américains une filiale du groupe, parce que soumis à une menace de poursuites pénales pour corruption, lui répond en parlant de

théories abracadabrantes.

## **AGAIN**

Voir GREAT

## **AIDEZ-MOI !**

Cette formule est le plus souvent considérée comme un appel au secours, venant d'une personne en situation difficile, dont elle ne peut se sortir seule. *A priori*, elle doit donc être interprétée comme un aveu de faiblesse. L'usage en est par conséquent risqué de la part d'un responsable politique. Mais elle peut aussi être ressentie comme relevant d'une pratique démocratique, puisqu'appelant les destinataires du propos à une participation à l'action publique. Surtout, son usage par le général de Gaulle l'a sans doute dépouillée de toute dimension dévalorisante, bien qu'elle reste à manier avec précaution.

C'est en effet en ces termes, au Journal télévisé de 20 heures, le 23 avril 1961, que l'Homme du 18 juin, devenu président de la République deux ans plus tôt, s'adresse depuis l'Élysée à ses concitoyens. Une insurrection militaire a été déclenchée la veille dans l'Algérie alors française. L'issue de ce « putsch des généraux » est encore incertaine au moment où Charles de Gaulle, qui pour la circonstance a revêtu l'uniforme, termine ainsi son allocution :

Françaises, Français, vous voyez où risquez d'aller la France, par rapport à ce qu'elle était en train de devenir. Françaises, Français ! Aidez-moi !

On ne saura jamais la part prise par l'usage de cette dernière formule dans la chute des officiers félons et donc, dans le succès gaullien. Mais ledit succès a sans doute contribué à rendre possible la reprise de l'exclamation devenue célèbre. Leur auteur peut table sur la référence réputée avantageuse au « Chef de la France libre » pour mieux mobiliser dans une situation critique ou décisive, recourant ainsi à une forme de solennité, voire de dramatisation.

Signalons qu'un tel appel avait déjà été lancé par le général de Gaulle, sans retenir autant l'attention, trois ans avant le putsch d'Alger. Le 27 juin 1958, dans le premier discours télévisé qu'il prononçait comme président du Conseil (le dernier de la IV<sup>e</sup> République) pour lancer le chantier de la nouvelle constitution, il déclarait depuis l'Hôtel Matignon :

Il faisait bien sombre hier... Ce soir, il y a de la lumière... Françaises, Français, aidez-moi !

Nicolas Sarkozy va reprendre à son compte l'expression gaulliste, en plusieurs circonstances. Ainsi lors de son meeting de Villepinte, en Seine-Saint-Denis, dans le cadre de sa seconde campagne présidentielle, le 11 mars 2012 :

Aidez-moi ! Nous avons deux mois. Deux mois pour bâtir la plus formidable aventure. Deux mois pour tout renverser !

Déjà le 19 février, à Marseille, il avait ainsi conclu son discours :

Je ne vous demande qu'une chose : aidez-moi. Aidez-moi à réussir pour la France, aidez-moi à rassembler le peuple de France, vous êtes le peuple de France !

Et le 23 février, à Lille, le même appel à l'aide avait résonné :

Peuple de France, aidez-moi à construire une France plus forte, aidez-moi ! J'ai besoin de vous, de votre énergie, de votre orgueil, aidez-nous !

Et encore le 28 février à Montpellier :

Aidez-moi à donner un avenir à nos enfants ! Aidez-moi à faire triompher la vérité sur le mensonge !

Comme le note le journaliste Alexandre Lemarié qui, dans *Le Monde* du 12 mars 2012, récapitule les usages sarkoziens de cet impératif, Nicolas Sarkozy avait déjà utilisé la même rhétorique lors de l'annonce de sa candidature, le 15 février, sur TF1. La porte-parole du candidat, Nathalie Kosciusko-Morizet, avait d'ailleurs eu l'occasion, le 12 mars sur France Info, de fournir une explication à ces multiples occurrences de *Aidez-moi !* dans les discours de celui-ci, les présentant comme l'affichage d'un appel aux Français contre « les sondages », « les médias », « le Parti socialiste »... accusés de vouloir leur « voler » l'élection. En somme, on restait bien alors dans le modèle de 1961 : l'appel du chef au peuple contre les usurpateurs. Il s'agissait de faire face à une sorte de tentative de putsch médiatico-sondagier ourdi au profit du candidat adverse, François Hollande.

Maniant l'ironie, Jean-Marc Ayrault, futur premier ministre mais alors conseiller spécial du leader socialiste, devait répliquer :

À Villepinte, Sarkozy a dit « aidez-moi ! ». Mais c'est les Français qu'il faut aider !

La référence implicite à la conjoncture d'avril 1961 semble confirmée par le fait que les discours sarkoziens sont alors inspirés par Henri Guaino, qui se revendique hautement du gaullisme. On pourra sur ce point se reporter à la vidéo publiée sur le site de *L'Obs* (nouvelobs.com) le 6 mars 2012 : « "Aidez-moi !", l'appel récurrent de Sarkozy... pris à de Gaulle ».

La coloration gaullienne de l'expression sera encore plus nette quand, lors du scrutin présidentiel suivant, le candidat François Fillon lancera, le 2 février 2017, à Charleville-Mézières :

Aidez-moi à résister !

Il est alors dans la tourmente du « Penelopegate », auquel il cherche à échapper en se disant victime d'un complot. Il dénoncera même un « coup d'État institutionnel ». L'évocation d'une « résistance » accentue encore l'effet référentiel.

## **AIME**

Voir FRANCE

Voir JE

Voir MOI

## **ALLARDE**

Voir DÉCRET

## **ALLEMAND**

Voir NOUS

## **ALLER À LA SOUPE**

Au milieu de la IV<sup>e</sup> République, le 8 mars 1952, l'Assemblée nationale investit le gouvernement d'Antoine Pinay, l'un des leaders de la droite non-gaulliste, grâce à la défection d'une trentaine de députés du Rassemblement du Peuple français créé quelques années plus tôt par le général de Gaulle. Celui-ci laissera à l'histoire ce commentaire :

Ils ont choisi d'aller à la soupe.

L'expression imagée existait déjà en français, pour parler de personnes sacrifiant leurs idées à quelque avantage matériel, mais c'est bien le général qui la fit entrer dans le langage politique, au moment d'inaugurer la seconde période de sa « traversée du désert ».

Elle sera souvent réutilisée, comme par exemple quand Emmanuel Macron, nouveau président de la République, sera accusé de « débaucher » des personnalités politiques, tant à gauche qu'à droite, en 2017. Ainsi, *Le Monde* du 11 juillet 2017 rapporte les propos d'un jeune adhérent du parti Les Républicains à propos de responsables de celui-ci qui deviennent ministres, à commencer par le premier d'entre eux, Édouard Philippe :

Aller à la soupe chez celui contre lequel on a fait campagne durant des mois, je ne comprends pas.

Dès le 23 mars, sur CNews, Nicolas Dupont-Aignan, le président de Debout la France, dit à propos du Parti socialiste, qu'il va

à la soupe

en ralliant Emmanuel Macron. En fait, il commente l'annonce du soutien donné par le ministre socialiste de la Défense Jean-Yves Le Drian au candidat de En Marche ! Pour l'interviewé, les élus socialistes vont « à la soupe » parce qu'ils savent que le Parti Socialiste est « mort ».

François Baroin, pressenti pour conduire la campagne du parti Les Républicains aux législatives de juin 2017, est formel, sur CNews, le 25 avril :

Je n'imagine pas une seconde que des gens de notre famille aillent à la soupe pour un petit poste. Ils se mettront de fait en dehors de notre famille.

Mais déjà l'année précédente, l'expression est utilisée dans plusieurs circonstances. Ainsi, devant l'Association des Journalistes parlementaires, Laurent Hénart, alors président du Parti radical, accuse, le 30 novembre 2016, un autre responsable de l'UDI, Hervé Morin, de donner

l'image du premier à aller à la soupe.

Ce dernier vient d'annoncer que le parti qu'il préside, le Nouveau Centre, quitte l'Union des démocrates et indépendants (UDI) pour mieux pouvoir soutenir François Fillon à la prochaine présidentielle.

L'expression a aussi été utilisée sur le site de Riposte laïque (ripostelaique.com), le 4 août 2016, avec un article de Robert Albarèdes, ancien maire communiste de Gréasque ayant rompu avec le parti, intitulé :

Chevènement prêt à aller à la soupe, pour détricoter 1905 au profit de l'islam.

L'ancien ministre qui a quitté le Parti socialiste depuis de longues années vient d'accepter sa nomination par François Hollande comme président de la Fondation pour l'islam de France.

Le 27 novembre 2013, sur le site du *Journal du Dimanche* (lejdd.fr), Jean-François Lamour, président du groupe UMP au Conseil de Paris, dénonce le ralliement à la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, de l'ancienne secrétaire d'État du gouvernement Raffarin, Dominique Versini :

Être chiraquien, ce n'est pas aller à la soupe.

Il accuse son ancienne tête de liste aux régionales de 2004 d'être « une pure opportuniste » pratiquant le « nomadisme électoral ».

## ÂME

L'expression est aussi utilisée hors de France, comme au Burundi sur le site du *Pays* (lepays.bf), le 26 juillet 2015 :

Agathon Rwaswa veut-il aller à la soupe en enjambant les cadavres ?

Celui qui est ainsi stigmatisé est un opposant qui semble susceptible de rejoindre le président en place, Pierre Nkurunziza, dont la candidature pour un renouvellement de son mandat est contestée.

## ÂME

Voir MIEUX

## ANNÉE

Voir GAUCHE

## ANTI-FRANCE

C'est à la fin du dix-neuvième siècle qu'apparaît ce qui est alors un néologisme, très utilisé par la droite et l'extrême droite françaises : *l'Anti-France*. Cette création lexicale est en lien direct avec l'Affaire Dreyfus, et exprime un clivage majeur dans la vie politique, celui qui oppose, aux yeux de certains, les « vrais » ou les « bons » Français aux étrangers ou aux « mauvais » Français. Dans le cadre de ce modèle nationaliste de politisation, ceux qui se qualifient de « nationaux » dénoncent ceux qu'ils décrivent comme étant « l'Anti-France ». Dans le même état d'esprit, on parlera à certaines époques de « cinquième colonne », d'« ennemi de l'intérieur » ou encore de « parti de l'étranger ». Cette « Anti-France » est peuplée, selon les cas, de juifs, de francs-maçons, de socialistes, de communistes ou plus récemment de fédéralistes européens. Elle s'oppose au « pays réel », selon Charles Maurras, ou de façon plus contemporaine, à la « majorité silencieuse » – puisque les traîtres à la nation sont censés occuper les postes les plus en vue de notre société. Des *Cahiers de l'Anti-France* paraissent en 1922.

L'extrême droite et la droite extrême actuelles n'hésitent pas à ranger tel ou tel leader politique dans le camp de l'Anti-France. Ainsi, sur le site de L'Action française (actionfrancaise.net) du 3 mai 2017, on peut lire un article dont le titre

Macron : l'anti-France

est ainsi développé :

Si les mots ont encore un sens, Macron est bien le candidat de l'Anti-France. Jamais aucun postulant, pas même Hollande, n'avait rassemblé sur son nom autant de soutiens hostiles à la France, qui n'est pour lui qu'une abstraction ringarde, à sa

grandeur, qu'il considère comme un fantasma du passé, à son unité, qu'il déchirera au profit de tous les communautarismes et indépendantismes, à sa culture, dont il nie l'existence, à son histoire, qu'il résume à un crime contre l'humanité, à son indépendance, qu'il finira de soumettre à l'Europe allemande, à sa langue et plus généralement à la francophonie, dont il a déjà renié le statut international au profit du sabir de la finance, à son mode de vie, qu'il soumettra, via notamment des traités commerciaux internationaux, à l'esclavage consumériste qui sert d'idéologie aux partisans du village mondial.

Tous les cinq ans, sous les auspices de Tiens Ta Droite, les *Anti-France Awards* récompensent l'homme politique « le plus apte à vider notre pays de sa sève française » (tiensdroite.com). Le 30 mars 2017, Emmanuel Macron figure parmi les nominés, en tant que

créature chimiquement pure du système anti-Français, l'alliance infecte entre l'hyperclasse financière et le gauchisme étudiantin. Toujours prompt à piétiner ce qui reste de Français...

Mais le jeu politique peut amener à pratiquer l'inversion de clivage. C'est ce que fait le futur président de la République, en campagne à La Villette, le 1<sup>er</sup> mai 2017, lorsqu'il déclare :

Le Front national c'est le parti de l'Anti-France !

Les adversaires sont donc d'accord sur le clivage central : pour ou contre la France. Mais ils se contestent réciproquement leur place par rapport à lui.

## APATRIDE

Voir ARÉOPAGE

## APPARATCHIK

Ce mot emprunté au russe et dorénavant parfaitement intégré au lexique français, désigne un « homme d'appareil », censé être coupé de la réalité et de la population, et enfermé dans le monde clos de son parti. Il en est fait un usage généralement péjoratif, voire insultant, notamment à l'encontre de personnes se présentant comme très libres vis-à-vis de leur organisation, ancienne ou actuelle, mais que l'on veut renvoyer à leurs pratiques partisans. Lors de la campagne présidentielle de 2017, c'est le candidat issu de la primaire socialiste, Benoît Hamon, qui a fait l'objet de telles attaques. Ce fut le cas de la part de l'un des principaux soutiens d'Emmanuel Macron, Richard Ferrand, à l'époque encore député socialiste, le décrivant dans un tweet du 9 novembre 2016 comme

un enfant du système nourri par la politique (« jeune socialiste », désormais apparatchik éternel) qui pourrait parfois avoir la pudeur du silence.

L'écologiste Élisabeth Roulet, cofondatrice du réseau Sortir du nucléaire, déclarait quant à elle, le 30 janvier 2017 :

Benoît Hamon est un apparatchik du PS depuis trente ans, comme d'autres. Je ne l'ai jamais vu dans aucun combat écolo pendant toutes ces années. Il s'est déclaré favorable à l'arme nucléaire. Dans son discours [du 29 janvier 2017], il a rendu hommage au désastre éthique que fut François Mitterrand, ami de René Bousquet, chef de la police nazie sous Vichy – ce même M. Bousquet présent au congrès d'Épinay de 1971 ! Hamon a utilisé intelligemment l'écologie pour se faire élire ! Et il n'est pas clair sur la laïcité.

Ces propos, publiés le 7 février 2017 comme « édito politique » dans le quotidien de l'écologie Reporterre (reporterre.net), montrent bien comment l'apparatchik est nécessairement immoral et menteur, à tout le moins non « authentique ».

## APPEL

Comment dénomme-t-on un texte qu'on veut fondamental et mobilisateur ? Parler d'« appel » renvoie au plus célèbre des appels de l'histoire française contemporaine :

l'Appel du 18 juin.

C'est en effet le 18 juin 1940, à la radio de Londres, que le général de Gaulle s'adresse aux Français pour leur demander de refuser la politique d'armistice du gouvernement de Vichy et de rester mobilisés pour que la France poursuive la lutte contre l'Allemagne nazie : « la France a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre ». L'usage du mot *appel* est clairement susceptible d'évoquer cet illustre précédent, et confère au texte ainsi dénommé une importance particulière – du moins est-ce probablement l'objectif recherché par ses auteurs. Les « appels » sont souvent spécifiés par une date, un lieu ou ses signataires – mais surtout un lieu.

L'un des plus connus en politique est

l'Appel de Cochin,

lancé par l'ancien premier ministre Jacques Chirac, alors maire de Paris et président du Rassemblement pour la République, le 6 décembre 1978 depuis l'hôpital éponyme. Sa teneur censée être patriotique, sa dénonciation du « parti de l'étranger », comme l'appartenance de son auteur au mouvement gaulliste, font que le rapprochement est immédiat avec celui de Londres. On a dit que les rédacteurs effectifs du texte étaient les deux « conseillers » Marie-France Garraud et Jean-Pierre Juillet. Cet Appel de Cochin avait été précédé, le 13 avril 1974, par

l'Appel des 43,

lancé déjà à l'initiative de Jacques Chirac, incitant les gaullistes à soutenir une « candidature unique » à la présidentielle – en fait, celle de Valéry Giscard d'Estaing, pourtant non gaulliste, plutôt que celle de Jacques Chaban-Delmas, gaulliste